

LES EVOLUTIONS RECENTES DU SYSTEME DE SUPERVISION BANCAIRE GUINEEN

=====

L'activité de surveillance bancaire en Guinée est assurée par la Banque Centrale à travers la Direction Générale des Banques et des Assurances. En 1999, dans le but de renforcer la supervision bancaire, la BCRG a créé un véritable corps des inspecteurs chargé du contrôle des établissements de crédit.

Ainsi, la supervision bancaire a été organisée selon trois volets :

D'abord la surveillance permanente qui consiste au contrôle sur pièces des banques, c'est-à-dire la vérification et le traitement des états financiers des banques pour s'assurer, notamment, du respect des règles et normes prudentielles par les établissements de crédit.

Ensuite, le contrôle sur place des banques permettant de s'assurer de la fiabilité des informations transmises à la Banque Centrale et de porter un jugement sur l'organisation et la gestion des banques, les systèmes de contrôle interne et externe, la qualité du portefeuille et la maîtrise des risques.

Enfin la réglementation bancaire pour mettre en permanence, le dispositif réglementaire et législatif bancaire guinéen, en conformité avec l'évolution de l'activité bancaire et des principes du Comité de Bâle.

Les évolutions récentes du système de supervision bancaire guinéen peuvent être retracées autour des principaux points ci-après :

- Evolution du système bancaire
- Reformes législatives et réglementaires
- Dispositif de prévention du blanchiment des capitaux
- Mise en œuvre des 25 principes de base du comité de Bâle et transition vers Bâle II
- Système de paiements et micro finance

I- EVOLUTION DU SECTEUR BANCAIRE.

Le secteur bancaire guinéen regroupe 8 établissements de crédit, tous agréés dans la catégorie « banques ».

L'essentiel de l'activité bancaire réside dans les opérations classiques de collecte de dépôts et de distribution de crédit, complété par des placements du surplus de liquidité notamment en bons du Trésor et en titres de régulation monétaire.

Au 31 décembre 2005, le total bilan du système bancaire se chiffre à GNF 1 766 milliards. Les dépôts ont connu une hausse de 36,8% par rapport à 2004 et se sont fixés à GNF 1 351 milliards. Les crédits ont régressé laissant la place aux placements en bons du Trésor devenu la composante principale des emplois bancaires.

Les créances douteuses et contentieuses du système sont provisionnées à hauteur de 96,7%.

Le Produit Net Bancaire a connu une hausse sans précédent de 48%, grâce à une forte marge d'intermédiation. Le résultat net du système s'établit à GNF 82 893 millions, soit un accroissement de 68% par rapport à l'exercice 2004.

II- REFORMES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES.

Face aux nouvelles exigences de renforcement du contrôle bancaire liées à la globalisation de l'économie, la Banque Centrale a entrepris de vastes chantiers de réformes structurelles et institutionnelles en matière de réglementation et de contrôle de l'activité des établissements de crédit. Ces réformes se sont inscrites dans le programme de mise en conformité de la réglementation bancaire guinéenne avec les normes du Comité de Bâle pour une supervision bancaire efficace.

Sur le plan législatif et réglementaire, les réformes ont consisté en la révision de la Loi bancaire et ses textes d'application.

Ainsi, la Loi bancaire révisée a été promulguée le 04 juillet 2005.

Cette Loi s'inspire des principes édictés par le Comité de Bâle pour une supervision bancaire efficace et prend en compte l'évolution récente du secteur financier en Guinée et à l'Etranger. Elle intègre dans son champ d'application les établissements de crédit à statut particulier et redéfinit le domaine d'activité de chaque catégorie d'établissement de crédit. Elle vise également l'harmonisation du système de supervision bancaire avec les 25 principes de base du Comité de Bâle et renforce le pouvoir de supervision de la Banque Centrale.

L'ensemble des établissements de crédit est soumis à la loi bancaire. Les modalités pratiques de surveillance sont fixées par voie d'instruction par la Banque Centrale et de décision du Comité des Agréments.

Dans ce contexte des modifications récentes ont été apportées à la réglementation prudentielle. Ainsi, sur la base d'une définition standard des fonds propres, de nouvelles normes de solvabilité et de liquidité ont été édictées :

1. Le ratio de couverture des risques qui fait obligation aux banques de justifier en permanence que leurs fonds propres nets couvrent au minimum 10 % de l'ensemble des actifs et des éléments hors bilan pondérés en fonction du niveau de risque qu'ils présentent.
2. Le ratio de division des risques qui interdit aux Banques de s'engager en faveur d'un seul bénéficiaire pour un montant excédant 25 % de leurs fonds propres nets.

De même, les Etablissements assujettis doivent pouvoir justifier à tout moment que le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques dépassent pour chacun d'entre eux 15 % des fonds propres nets, n'excède pas l'octuple de leurs fonds propres nets.

3. Les concours aux actionnaires, administrateurs, dirigeants et apparentés consentis par une banque ne peuvent excéder 5 % des fonds propres nets de l'établissement.

S'agissant des concours octroyés aux actionnaires, le montant total ne peut excéder par actionnaire 20 % de sa participation au capital de la Banque.

De même, le montant total des créances consenties à l'ensemble des personnes visées par cette réglementation ne peut excéder 10 % des fonds propres nets de l'établissement.

4. Le ratio de liquidité qui oblige les banques à justifier en permanence de ressources immédiatement disponibles et susceptibles de couvrir au minimum l'intégralité (100 %) de leurs dettes à échoir dans un mois au plus.
5. Le coefficient de transformation à plus de cinq ans des établissements de crédit qui fait obligation aux banques de respecter un minimum de 60% entre les éléments de ressources à plus de cinq ans avec leurs éléments d'emplois à long terme.

A ces instructions s'ajoutent celles relatives :

Au contrôle interne des établissements de crédit qui a amélioré l'instruction 102/DGI/99 du 08 février 1999. Elle a intégré les aspects liés aux risques de taux et de change ainsi qu'aux risques comptables et opérationnels répondant ainsi aux préoccupations des principes 12 "Risque de marché", principe 13 "Gestion des grands risques" et principe 14 "Contrôle interne".

- L'instruction D/2006/001/CAM du 29 mars 2006 relative au montant minimum du capital social des établissements de crédit a modifié l'instruction D/2001/031/CAM du 18 juin 2001. Ainsi, le capital social minimum des banques est passé de GNF 5 à 10 milliards afin de juguler l'impact de l'inflation et de la dépréciation de la monnaie nationale sur les fonds propres des établissements de crédit.
- Au classement et à la comptabilisation des créances, Cette instruction permet une définition claire des créances en souffrance avec l'introduction de la notion de risque pays. De même, elle permet le provisionnement dans le temps des créances en souffrance en fonction de la nature et de la durée d'immobilisation de ces créances.
- A la surveillance de la position de change qui a amélioré l'instruction 105/DGI/99 du 20 août 1999.

Avec cette instruction, la BCRG passe d'une vision monétaire de la position de change à une vision prudentielle. Ainsi, les banques ne sont plus obligées de céder l'excédent de devises à la Banque Centrale, mais elles sont tenues de mettre en place des systèmes leur permettant, quotidiennement, d'enregistrer leurs transactions et leurs résultats sur opérations de change, ainsi que de déterminer leurs positions de change globales et dans chacune des devises. Elles sont tenues ainsi de disposer d'un système de surveillance des risques et de contrôle du respect des limites qui sont de 10% des fonds propres nets de position nette dans chaque devise et de 20% des fonds propres nets de position globale toutes devises confondues.

Pendant la période sous revue, il a été observé ce qui suit :

- Le respect par l'ensemble des banques du capital minimum réglementaire, des coefficients de liquidité et de transformation et du ratio de solvabilité.
- Le non respect par les grandes banques (qui financent les produits pétroliers) du ratio de division des risques. Cependant des mesures sont préconisées pour le calcul de ce ratio, compte tenu du caractère stratégique du produit financé.
- Le non respect par deux banques de la norme relative aux concours aux actionnaires, administrateurs, dirigeants et apparentés. Des mesures ont été prises pour que ces banques respectent la réglementation dans les meilleurs délais.

III - DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX.

Face aux menaces graves que représente le blanchiment des capitaux notamment au plan économique et de déstabilisation des Etats fragiles, la Guinée a, en collaboration avec le FMI, élaboré en 2005, un projet de Loi sur le blanchiment des capitaux qui a

pour objet de transposer dans le droit positif guinéen les recommandations et normes internationales en la matière.

Ce projet de Loi sur le blanchiment a été discuté en Conseil de ministres et introduit au parlement pour adoption.

Cette loi présente les principales caractéristiques suivantes :

- exigence pour les établissements de crédit de connaître l'identité de leurs clients ;
- surveillance particulière des opérations inhabituelles ou injustifiées ;
- création d'une cellule de renseignements financiers ;
- déclaration par les établissements de crédit de toute opération suspecte ;
- coopération internationale.

En attendant l'adoption et la promulgation de cette Loi, la Banque Centrale a édicté deux instructions à l'attention des banques et bureaux de change pour leur demander d'intégrer la lutte contre le blanchiment des capitaux dans leur dispositif interne et de déclarer les "opérations suspectes" à la Banque Centrale.

A à ce jour, les déclarations faites par les établissements de crédit révèlent que toutes les banques ont pris des dispositions pour lutter contre le blanchiment d'argent. Ces dispositions sont inscrites dans leur dispositif de contrôle interne. Des correspondants ont été nommés au sein des établissements pour procéder aux déclarations des "opérations suspectes".

IV- MISE EN ŒUVRE DES 25 PRINCIPES FONDAMENTAUX DE BALE ET TRANSITION VERS BALE II.

La supervision bancaire guinéenne a fait l'objet d'évaluation de conformité avec les 25 principes fondamentaux de Bâle, aussi bien par le FMI et la Banque Mondiale que des experts commis par l'IMAO dans le cadre de la création de la seconde zone monétaire ZMAO.

Suite à ces évaluations, les actions suivantes tendant à l'amélioration de notre système de supervision ont été réalisées:

- sur le plan réglementaire :
 - la révision de la loi bancaire ;
 - l'élaboration de divers textes réglementaires portant notamment sur le capital minimum, le suivi des risques de liquidité et de solvabilité, le suivi des grands risques, le risque de change, le blanchiment des capitaux;
 - l'adoption d'une loi sur la micro finance pour combler le vide juridique. A noter que les textes d'application de cette loi sont en cours d'élaboration.
- sur l'exercice des contrôles:
 - renforcement de l'effectif de supervision avec un plan de formation adapté ;

- multiplication des entretiens périodiques avec les responsables des banques, leurs contrôleurs internes et leurs commissaires aux comptes ;
- formalisation des relations avec les organes de supervision homologues.

En ce qui concerne la transition vers Bâle II, il est envisagé la création d'une structure ad hoc qui sera chargée de conduire la mise en œuvre de ce nouveau dispositif. Déjà les banques filiales des grandes banques internationales sont en train de mener des exercices afin de cerner les enjeux d'une mise en œuvre des approches proposées dans le nouvel accord de capital.

V- SYSTEME DE PAIEMENT ET MICRO FINANCE.

- SYSTEME DE PAIEMENT :

En vue de promouvoir et de moderniser les systèmes de compensation, de paiement et de règlement en République de Guinée, la Banque Centrale a institué un groupe de travail chargé de mener cette réforme qui s'inscrit également dans le projet initié par la ZMAO dans le cadre de l'intégration sous régionale.

L'objectif est de créer un système de paiement et de règlement moderne et fiable pouvant servir d'interface crédible dans l'interconnexion avec les autres systèmes.

- MICROFINANCE :

La Banque Centrale a, dans le souci de soutenir ce secteur, créée une Direction des institutions de micro finance Cette direction, avec l'appui du FMI et des partenaires techniques, a mise en place une réglementation adaptée à la micro finance. Ainsi, une loi a été promulguée en novembre 2005. Les textes d'application sont en cours d'élaboration. La direction a également développé des outils d'analyse des situations transmises par les institutions de micro finance dans le cadre du contrôle sur pièces. Elle a, en outre, entamé des missions de contrôle sur place dans les institutions de micro finance.

CONCLUSION

Dans le cadre de la consolidation des acquis, les efforts de développement de la supervision sont axés sur les principaux points suivants :

- renforcement des capacités et amélioration des méthodologies en terme de contrôles sur pièces et sur place. A cet effet, la Banque Centrale bénéficie d'une assistance technique du FMI ;
- finalisation des dispositifs relatifs à la lutte contre le blanchiment des capitaux par la promulgation de la loi, la rédaction des textes d'application et la mise en place d'une cellule de renseignements financiers opérationnelle ;
- l'amélioration des relations entre la Banque Centrale et les assujettis par une application effective de la réglementation ;
- le renforcement de la coopération avec les organes de supervision homologues.

LA BANQUE CENTRALE.